

Arguments pour la lutte sociale

N°2 du 1er avril 2015

Après le second tour des élections départementales.

Le second tour des élections départementales a confirmé le premier, ce qui est en soi un évènement politique, bien qu'attendu : l'électorat de gauche (faut-il encore le désigner ainsi ?) n'en est plus à un abstentionnisme-sanction, comme cela s'est produit à maintes reprises depuis 1981. Il en est à la rupture profonde.

Non pas avec ses valeurs - les valeurs de la gauche, comme on dit, qui renvoient à la défense d'une civilisation, celle du Code du travail, des services publics et de la Sécurité sociale, ainsi qu'à la défense des libertés publiques, égalité, liberté, laïcité, souveraineté et démocratie, et à l'aspiration à une société meilleure. Ces valeurs restent largement majoritaires, mais les gouvernants, dirigeants et organisations historiques de la gauche ne sont plus perçus comme leurs représentants. Ils l'ont bien cherché.

Donc, désormais, même au second tour, et même, voire surtout, quand on vient lui faire la morale en le traitant de pourvoyeur du FN, cet électorat dans sa majorité, qu'il soit historiquement socialiste, communiste ou autre, refuse de voter (il y a à cela d'honorables exceptions partielles locales, en particulier pour certains candidats Front de Gauche, signe que la recherche d'une issue est vivante, mais elles ne modifient pas l'appréciation générale que l'on peut porter).

C'est en ne tenant pas compte de cet abstentionnisme choisi et conscient (renforcé par les votes blancs et nuls), que l'on peut vaticiner sur la droitisation de la société, puisque les scores FN et UMP/UDI/Modem en sont automatiquement doublés à partir du moment où on les présente par rapport aux seuls suffrages exprimés. Pour autant, la montée du FN est bien réelle. A un électorat petit bourgeois raciste, celui de Le Pen père, s'ajoute un prolétariat atomisé fort nombreux, et aussi des secteurs bourgeois des beaux quartiers, ce qui, cumulé, fait du monde. Et le fait que le FN soit la seule force politique, même si c'est de manière déformée, grossière et trompeuse, à prétendre porter l'exigence de souveraineté populaire contre les institutions dites européennes, n'est pas pour rien dans sa progression.

Mais à cet égard, le second tour des élections départementales apporte ou confirme une information importante : la facilité de la fluctuation du vote entre FN et UMP/UDI, laquelle a ce dimanche, en général, favorisé la droite dite républicaine.

Par conséquent, quand le ni-ni de Sarkozy accompagne en fait la navigation du vote entre FN et UMP, le pseudo alignement républicain des partis de gauche conduit aussi à l'UMP ... et au FN !

Le bilan de MM. Hollande et Valls est, en résumé, le suivant : une politique qui continue et aggrave celle de Sarkozy, une réforme territoriale dont on est en train de voir le complément réel et logique avec la prise de pouvoir par l'UMP dans une majorité de départements, et dont la suite, aux élections régionales (un seul tour à la proportionnelle en décembre), verra l'offre de telle ou telle grande Région à l'UMP et/ou au FN, et, pour couronner le tout, ces VRP efficaces de l'UMP et du FN que sont MM. Hollande, Valls et Cambadélis font la morale au peuple, se

servent du FN comme d'un moyen de chantage pour exiger le rassemblement derrière leur politique, dont le FN est la résultante !

Quelques heures seulement après ce second tour des élections départementales, M. Valls relançait l'antienne d'un CDI spécial pour les petites et moyennes entreprises, c'est-à-dire un CDI qui ne serait plus un CDI. Au motif, cyniquement invoqué, de l'utilisation massive de la précarité et de l'intérim par les patrons, il veut en rapprocher les CDI. C'est ainsi que l'austérité aggravée, c'est-à-dire l'exploitation renforcée des salariés, exigée du gouvernement français par M. Moscovici au nom de la Commission dite européenne, est immédiatement mise en place par l'agent du MEDEF, de l'UMP et du FN qui occupe Matignon.

Et le lendemain, c'est M. Macron qui annonce qu'il y aura une loi Macron n°2, alors que la loi n°1 n'est pas encore adoptée. Au cas où les frondeurs du PS auraient espéré un peu d'air pour les Régionales, pas de souci, Valls et Macron s'en chargent !

Il est bien temps de parler de rassemblement de la gauche ! **La seule manière de préparer sérieusement l'avenir, c'est le rassemblement contre la politique de ce gouvernement.** C'est seulement ainsi que l'on peut l'empêcher de finir son sâle travail en mettant UMP et/ou FN au pouvoir. Il est nécessaire, mais il est aussi inévitable, que les forces sociales pour cette action finissent par se trouver et se regrouper.

C'est donc à cela que, politiquement, il faut travailler. En appuyant, faisant connaître et élargissant toutes les luttes sociales, en donnant son contenu politique à la grève du 9 avril prochain, en constituant un foyer politique de débat pour l'émergence d'une représentation politique de ces luttes, sachant que les aspirations sur lesquelles elles s'appuient sont majoritaires.

L'attaque saoudienne contre le Yémen, un évènement grave à condamner et combattre.

Dans la nuit du 25 au 26 mars, l'Arabie saoudite a fait pénétrer massivement ses troupes au Yémen. C'est un évènement d'importance, dont il n'est pas sûr qu'il n'aurait pas été occulté médiatiquement chez nous même si la tragédie aérienne des Alpes du Sud ne s'était pas produite l'avant-veille.

Qu'on en juge : cette invasion-agression est menée au nom d'une coalition de circonstance groupant rien de moins que tous les pays du Conseil de Coopération du Golfe sauf l'Oman, c'est-à-dire les Emirats arabes unis, le Koweït et le Qatar derrière l'Arabie saoudite, mais aussi l'Egypte, le Maroc, la Jordanie, le Soudan et une puissance nucléaire, le Pakistan. Symboliquement la présence sous l'égide saoudienne du régime militaire égyptien du général al Sissi d'une part, et de l'émirat du Qatar ancien soutien des Frères musulmans massacrés en Egypte par le même al Sissi d'autre part, renforce l'aspect voulu d'une sorte de réconciliation des altesses et des képis dans une ligue de salut sunnite formée derrière le nouveau roi Salman ben Abdelaziz al-Saoud, ligue à laquelle la Turquie apporte également son soutien.

Mieux encore : les ennemis que vient combattre officiellement cette coalition sous égide saoudienne, les houthistes, sont aussi les cibles désignées de Daesh qui s'est illustré par la revendication d'un effroyable attentat faisant 142 morts à Sanaa le 20 mars. Ce carnage était de fait le prologue à l'agression saoudienne, alors même que le régime de Ryad est censé combattre, comme le Qatar, les forces de Daesh en Irak et en Syrie !

D'ailleurs, les rivaux que Daesh cherche à renvoyer au rayon des vieilleries inoffensives, nous voulons parler d'al-Qaeda, bien présents au Yémen, combattent eux aussi les mêmes houthistes !

Les Etats-Unis, qui ont depuis des années mené une triste guerre de drones contre al-Qaeda (en tout cas officiellement) au Yémen, se trouvent maintenant dans le même camp de facto, puisqu'ils apportent un soutien officiel à l'intervention saoudienne et sont censés prêter leur soutien logistique, sauf qu'il est évident que dans cette affaire, Ryad les a mis devant le fait accompli.

Le jeu saoudien consiste à orchestrer une coalition anti-chiites visant l'Iran, comme le souligne l'engagement du Pakistan dans la coalition, particulièrement dangereux et qui ne peut se justifier que pour faire planer la menace de prendre à revers l'Iran, ce qui soulève des mobilisations de protestations au Pakistan, et des doutes jusqu'au sommet de l'Etat.

Or ce jeu intervient à un moment bien précis : les négociations sur le nucléaire iranien sont censées déboucher, ou non, sur un accord, dans les heures ou jours à venir. Officiellement il y a achoppement sur la durée de la surveillance imposée à l'Iran, la levée immédiate ou non des sanctions économiques, et la proposition iranienne récente de garder une grande partie de ses centrifugeuses plutôt que de les envoyer en Russie et de diluer son stock d'uranium sur place sous forme de gaz. Remarquons d'ailleurs que cette dernière complication des négociations est venue après l'intervention saoudienne au Yémen et l'entrée du Pakistan dans la coalition, ce qui pourrait avoir renforcé, à Téhéran, les factions hostiles à un accord.

Mais le bras de fer réel se déroule au sein de l'administration US voire dans la tête de certains hauts responsables, dont Obama : l'intérêt bien compris, à moyen terme, de l'impérialisme nord-américain, est de s'entendre avec l'Iran, ainsi qu'avec Bachar el Assad en Syrie, contre les peuples de la région. Cela supposerait un esprit de décision à Washington dont la carence actuelle renvoie à la crise globale ouverte depuis 2008, et au bilan d'échec accablant sur tous les plans de 15 années de soi-disant guerre sans fin contre le terrorisme.

Début mars le ci-devant général Petraeus, ancien chef de l'OTAN, de la CIA et de l'occupation US en Irak et Afghanistan, débarqué en 2012 pour ... adultère, déclarait que "L'Etat islamique n'est pas le plus grave danger qui menace l'Irak."

Remarquons bien que cette spectaculaire déclaration dit tout haut ce que tous pensent tout bas : mais non, l'Etat islamique, cet abominable chose qui diffuse en vidéos ses barbaries, n'est pas pour eux le véritable danger. Le véritable danger, ce sont les peuples !

Ceci étant, c'est en l'occurrence l'Iran que Petraeus désigne évidemment ici, et c'est là une attaque directe contre la politique qu'Obama et John Kerry semblent tenter de mettre en oeuvre.

Deux Etats, ayant des ramifications dans l'appareil d'Etat US tout en dépendant étroitement de sa tutelle ou de sa clientèle, veulent empêcher Washington de matérialiser ce tournant, de signer un accord avec l'Iran, et lui tiennent rigueur de son incapacité croissante à jouer les gendarmes : Israël et l'Arabie saoudite. De sorte que l'on peut dire que l'intervention saoudienne au Yémen s'ajoute à la réélection de Benyamin Netanyahu, après sa visite au Congrès US contre Obama, pour essayer maintenant de contraindre Washington à s'aligner sur les initiatives de ses clients !

Les gesticulations saoudiennes veulent faire croire au monde entier que les houthistes au Yémen seraient par rapport à l'Iran dans une relation d'alliance comparable à celle du Hezbollah au Liban. Or, ceci est complètement faux.

Les chiïtes du Yémen, zaydites, sont plus proches de l'islam sunnite chafféite que des chiïtes duodécimains d'Iran et ont toujours cohabité avec lui jusqu'à ce jour, fréquentant y compris les mêmes mosquées. Le régime monarchique de supposés descendants du Prophète, zaydites, fut renversé en 1962, mais l'intervention égyptienne refusant la prise en compte des revendications paysannes et populaires a "réussi ce tour de force de faire revenir le pays à son point de départ" (Samir Amin, *La nation arabe, Nationalisme et lutte de classe*, Editions de Minuit, 1976) et de ramener les "féodaux" soutenus par la monarchie saoudienne au pouvoir au Nord du Yémen. C'est donc après la faillite du nationalisme bourgeois qu'un renouveau zaydite se produisit, d'abord sous la forme d'une évolution religieuse le rapprochant du chiïsme duodécimain (par exemple par la reprise de la fête de l'Achoura, mais sans les rituels sanglants), réagissant aux pressions de l'islamisme sunnite pour aligner tout l'islam, évolution d'où sortit le mouvement "houthiste", du nom du leader politico-religieux Abd Al-Malik Al-Houti, assassiné lors d'un raid aérien saoudien - déjà.

Ce mouvement a une base territoriale dans des zones paysannes pauvres, et a participé au "printemps arabe" à Sanaa en 2011, qui a réussi après de terribles affrontements à renverser le dirigeant dictatorial et corrompu Ali Abdalla Saleh (lui-même d'origine zaydite), mais sans déboucher sur une issue démocratique, un dirigeant analogue, Saadi, lui succédant en 2013. Tout s'est alors passé comme si le mouvement houthiste avait progressivement, et sans toujours l'avoir cherché, comblé les vides politiques se formant dans l'Etat. Allié depuis 2014 à des secteurs proches de l'ancien président Saleh, les houthistes ont pris le contrôle de Sanaa en septembre 2014. La fuite de Saadi à Aden en janvier 2015 a conduit les houthistes à marcher sur le Sud et à prendre cette ville et c'est alors que Ryad intervient massivement.

L'intervention saoudienne est donc motivée par la volonté de contrôler le Yémen, pays le plus peuplé et le plus pauvre de la péninsule arabique, un pays qui n'a pas de pétrole mais qui contrôle le passage de Bab el Mandeb (l'entrée Sud de la mer Rouge) et par la grande opération diplomatique-militaire décrite ci-dessus avec la formation d'une coalition sunnite, contraignant les Etats-Unis à la soutenir en espérant saboter un accord avec l'Iran. Ces raisons suffiraient à caractériser cette intervention de réactionnaire sur toute la ligne, devant donc être condamnée et combattue.

Mais il est vraisemblable que l'attaque saoudienne a été aussi motivée, tout simplement, par la peur panique de voir une crise éclater dans le royaume wahabite lui-même, tant sont profonds les liens entre ses populations et les yéménites. Les chiïtes, duodécimains, zaydites ou ismaéliens, sont des minorités opprimées et discriminées en Arabie saoudite, et leur mise en mouvement, loin d'être la "manipulation iranienne" que dénonce le régime pour mieux le circonscrire, annonce l'entrée dans la lutte pour leur émancipation des prolétaires, dont beaucoup ici sont des immigrés africains et asiatiques qui ont déjà manifesté en écho aux grèves de beaucoup de pays asiatiques ces dernières années, et celle des femmes. Bref, le combat contre la discrimination des chiïtes, 17 à 20% de la population, est une brèche par où tout peut s'engouffrer en Arabie saoudite.

Le régime de Ryad se met en danger pour éviter ce danger : car son intervention au Yémen, pour peu qu'elle pâtine ou tourne mal, produira un choc en retour très profond. A son tour, le régime risque de vouloir conjurer cette possibilité en pratiquant la fuite en avant dans le sens de la guerre des sunnites contre les chiïtes et de l'encerclement de l'Iran, alors que tel n'est absolument pas le contenu réel des mouvements sociaux qui ont commencé dans tout le monde arabe. Ce sont les régimes en place et les mécanos monstrueux qu'ils ont activé, comme Daesh,

qui sont porteurs des guerres de religion. Le régime iranien et le régime pakistanais sont tout aussi dangereux. Mettre la guerre à la place de l'émancipation, voilà leur seul programme.

L'alternative est l'émancipation, la démocratie, la destruction de toutes les théocraties comme des dictatures militaires. Ce n'est pas une utopie : c'est le réalisme.

Congrès de la Fédération CGT de la santé : l'exercice de la démocratie syndicale, condition du renforcement syndical !

Pour la troisième fois en quelques mois, une direction fédérale sortante est désavouée et remise en cause massivement à l'occasion d'un congrès. Après les congrès fédéraux des banques-assurances et du commerce, c'est la troisième fédération qui porte à sa tête une équipe non adoubée par la direction sortante, ni par la confédération.

En cause, des pratiques de direction jugées peu démocratiques par la base militante, notamment lors du CCN du 13 janvier dernier, la secrétaire générale de la fédération santé, mandatée à 76% par la CE fédérale pour ne pas approuver la solution de remplacement de Le Paon par Martinez, avait voté pour la nomination de ce dernier à la tête de la confédération.

Pour qui connaît un tant soit peu les militants de la CGT Santé, cet épisode n'a été qu'une goutte d'eau venant faire déborder le vase déjà bien rempli des récriminations des militants et des syndicats de base à l'égard de cette direction. Le bilan d'activité présenté par Mme Gamiochipi a été rejeté par 56,5% de votes contre. Et tout le bureau fédéral sortant a été remercié, à l'exception du trésorier. Nathalie Gamiochipi se retrouve donc sans mandant au bureau fédéral comme à la commission exécutive fédérale où elle n'est pas élue. Elle demeure membre de la CE confédérale, élue à cette instance par le dernier congrès confédéral.

D'aucuns, de différentes sources, commencent à évoquer l'appartenance au PS de la nouvelle secrétaire générale, Mireille Stivala. Ce que celle-ci dément. D'autres dénoncent aussi des affinités avec les orientations de la CFDT. Bref, une sombre cabale semble prendre corps dans certains milieux (la compilation de la presse permet de voir que des confédéraux bon teint aux stals d'antan en passant par le POI, bien du monde semble trouver désagréable l'exigence de la base).

Il faudrait que ces accusateurs puissent nous expliquer comment dans un secteur où agit la seconde fédération en nombre de la CGT, et d'autres forces syndicales peu acquises au pacte de responsabilité (FO et Sud notamment), où les attaques contre le droit à la santé et le service public se matérialisent tous les jours par des suppressions de lits, des fermetures de services, des baisses d'effectifs, une aggravation de la charge de travail, la non reconnaissance des qualifications et responsabilités, le vol sur le paiement et la récupération des innombrables heures supplémentaires dues aux conditions du passage aux 35H depuis plus de dix ans, où des dizaines de luttes locales ou sectorielles secouent chaque jour le secteur, comment dans ces conditions le gouvernement et la CFDT pourraient influencer un courant favorable à leur politique anti-sociale au sein de la principale et combative fédération syndicale ?

En fait, cet épisode de la vie syndicale exprime le fait qu'au fur et à mesure du renforcement et de l'accumulation des attaques anti-sociales, les travailleurs, à commencer par les syndiqués et les militants, cherchent à disposer d'outils utiles et efficaces pour résister comme pour contre-attaquer et reconquérir tout ce que l'austérité des 30 dernières années nous a pris. Et ce sentiment, loin de la soumission et de la résignation, passe d'abord par la mise au pas des directions syndicales qui ne voudraient en faire qu'à leur tête et non selon le mandat d'en bas.